

Berne et Hauteville, 12 septembre 1990

Chère consoeur, cher confrère,

Nous sommes à la veille de l'hiver, une période où des régions entières de notre pays sont approvisionnées jusqu'à 65 % par l'énergie nucléaire.

Cette réalité devrait faire réfléchir les citoyens qui tiennent à avoir de la lumière quand ils tournent leurs interrupteurs, des machines qui fonctionnent à leur place de travail.

C'est pour aider à cette réflexion que je vous remets un article du conseiller national Bernard Rohrbasser intitulé fort à propos "L'espoir au-dessus de la peur".

Vous trouverez encore sous ce même pli deux articles faisant partie d'une série de huit diffusés de façon à vous réserver une bonne exclusivité régionale.

Je vous remercie de l'accueil que vous voudrez bien réserver à cet envoi, et je vous présente, chère consoeur, cher confrère, mes cordiaux messages.

Raymond Gremaud



Annexes: 2 articles

1 article du conseiller national Bernard Rohrbasser

L'ESPOIR AU-DESSUS DE LA PEUR

Dans le film, "Si le soleil ne revenait pas", Charles Vanel annonçait au peuple de sa vallée qu'à une telle date à telle heure, le soleil ne reviendrait plus.

Et souvenez-vous de la réaction de la jeunesse, elle a systématiquement pris le pied contraire à l'affirmation du cacique. Saine réaction d'un peuple qui veut vivre et qui place son espoir par-dessus la peur du lendemain et dans la raison de l'Homme.

Et Tchernobyl, me direz-vous. Qu'en faites-vous ?

Certes, l'accident est grave de conséquences. Mais les enquêtes nous démontrent que l'exploitation vaille que vaille, et un cumul d'erreurs grossières ont amené les apprentis sorciers de cette centrale à ne plus maîtriser une science qui peut l'être.

Certains s'opposent au surdimensionnement de la Grande Dixence, d'autres s'attaquent au projet Hydrorhône et en même temps refusent la possibilité d'exploiter une énergie atomique. Le courant acheté en France afin de compléter nos besoins est fourni par des centrales nucléaires.

L'attitude des "il n'y a qu'à" est inconséquente et vise à imposer au peuple un recul qu'il aurait tôt fait de rejeter.

Tout cela ne nous empêche pas de réaliser des économies d'énergie là où c'est possible. Mais encore, il ne faut pas se laisser aller à de douces rêveries.

Tout comme nous avons le devoir de régler nos problèmes de déchets, sans avoir recours à l'exportation de ceux-ci vers des pays qui sont prêts à les accepter, nous devons là où c'est possible, mettre en place des solutions autonomes et ne pas être dépendants d'un ravitaillement énergétique extérieur à notre pays.

Pas plus que nous, les pays qui nous entourent seront disposés en cas de crise, à nous faire des cadeaux et cela se comprend.

Alors! Saisissons l'occasion qui nous est offerte de refuser des initiatives destinées à mettre notre pays en état de dépendance et cessons de croire que nous détenons le monopole de la conscience universelle.

Bernard Rohrbasser
Conseiller national

L'ENERGIE MISE EN CAUSE

Sans énergie, aujourd'hui, plus rien n'est possible.

On a pu se moquer des annonces parues il y a quelques mois, où les électriciens disaient "L'électricité, c'est toute la vie". Il n'en reste pas moins qu'elles ont reflété la pure vérité. Sans énergie, sans électricité en particulier, la vie actuelle n'est plus pensable.

Jusque-là tout le monde semble assez d'accord.
Reste à savoir où prendre cette énergie, cette électricité.

Les spécialistes disent que dans l'état actuel des choses, seules des centrales nucléaires peuvent nous assurer un approvisionnement suffisant de ce que l'on appelait, il n'y a pas si longtemps, quand elle était encore rare, "la fée électricité".

D'autres au contraire refusent le recours à la fission atomique et disent que nous aurons néanmoins assez de courant électrique. Ils ont lancé deux initiatives populaires et demandent au peuple et aux cantons de les suivre dans cette idée.

L'une de ces initiatives s'appelle "Halte à la construction de centrales nucléaires". Elle prévoit un moratoire de dix ans. L'autre s'intitule "Pour un abandon progressif de l'énergie atomique". Nous devons voter le 23 septembre prochain à leur sujet.

A quel groupe, aux partisans ou aux opposants à l'énergie nucléaire faut-il faire confiance ?

Les opposants prétendent que par des économies, par l'utilisation d'énergies dites alternatives, il est possible de se passer des centrales nucléaires.

Les partisans du nucléaire répondent que l'économie et les ménages ont fait et font toutes ou presque toutes les économies possibles. Le prix de l'électricité et de l'énergie en général en est le moteur principal. Notre économie, pour rester compétitive sur le plan international doit limiter ses coûts au maximum.

Et néanmoins, la consommation d'électricité augmente en Suisse de presque 3% chaque année.

Quant aux énergies alternatives, elles ne peuvent à l'heure actuelle être suffisantes pour compenser la suppression des centrales nucléaires. Dans leur campagne pour l'acceptation des deux initiatives, leurs partisans ne parlent pas beaucoup de ces énergies de substitution. Ils doivent savoir, comme tout un chacun, que ce n'est pas demain que nous pourrons obtenir assez d'électricité au moyen de l'énergie solaire, du biogaz ou de la géothermie. Il est néanmoins nécessaire de poursuivre les recherches dans ce domaine.

Reste la sécurité.

Les partisans des initiatives nous ressassent l'accident de Tchernobyl, comme si nos centrales étaient construites selon le même modèle et avec la même absence de sécurité. Ils le font parce qu'ils savent très bien que c'est là leur seule possibilité de pousser le peuple et les cantons à accepter leurs initiatives qui nous mèneront tout droit à la pénurie de courant électrique.

Nos centrales, nous les construisons selon toutes les garanties de sécurité possibles. Elles restent indispensables si nous voulons continuer à vivre comme nous vivons maintenant. Il faut donc rejeter massivement ces deux initiatives antinucléaires.

Alfred Oggier

Question nucléaire, question centrale

LE SYNDROME DU MORATOIRE

Pour les uns, un moratoire signifie une pause de réflexion. Pour les autres, c'est avant tout un blocage.

Si, dans bien des situations tendues, s'accorder sur un moratoire permet d'éviter de précipiter des décisions qui peuvent être ensuite regrettées, le moratoire actuel en matière de politique énergétique dans notre pays a depuis longtemps déjà tourné au blocage.

Le blocage est politique; en effet, on perd davantage de temps à affronter ou surfer - c'est selon! - sur les vagues identiques et successives des initiatives antinucléaires. La prochaine viendra se briser (ou briser ?) le rivage le 23 septembre prochain.

Blocage politique en matière de construction de centrales aussi. Non seulement atomiques mais également hydrauliques d'ailleurs. En fait, Kaiseraugst et Graben sont certes construites, mais elles le sont en France, ainsi que le rappelait récemment le conseiller fédéral Adolf Ogi devant la presse radicale.

Blocage politique encore, pour ce qui est de l'entreposage des déchets; alors que, techniquement - et comme le prouvent les exemples de l'étranger, suédois en particulier - le problème est résolu.

La Suisse semble glisser lentement mais sûrement vers la mentalité du moratoire. En consacrant dans la Constitution nationale le moratoire en matière nucléaire le 23 septembre prochain, elle atteindrait un nouveau de blocage: technologique cette fois-ci.

L'intérêt en recherche nucléaire serait stoppé. Ce qui - soit dit en passant - couperait également les ailes de la recherche en matière de sécurité. Est-ce vraiment raisonnable alors que l'Europe compte actuellement quelque 240 centrales atomiques et le monde plus de 420 ?

En fermant les options autant que les yeux sur les réalités, le moratoire pourrait bien, à l'avenir, ne pas se contenter d'être une mentalité. Mais plutôt virer au syndrome.

Didier Burkhalter